

# RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

## **3 heures d'émission et rien à annoncer aux travailleurs et aux travailleuses**

Le Président de la République a souhaité s'adresser aux Françaises et aux Français ce mardi 13 dans une émission sur TF1. A cette occasion, la secrétaire générale de la CGT a pu interpellé Emmanuel Macron sur des situations concrètes avec des propositions précises pour répondre aux exigences sociales des travailleurs et des travailleuses. Encore une fois, le Président de la République s'est contenté de faire le service après-vente de sa politique, fermant toutes les portes qui lui étaient ouvertes.

### **Emploi : circulez il n'y a rien à voir**

Le Président de la République a refusé de reconnaître le naufrage de sa politique de l'offre, qui appauvrit les services publics par ses cadeaux aux plus grandes entreprises, sans protéger les salarié-es des licenciements. La CGT a pourtant proposé de conditionner les 200 milliards d'aides publiques attribuées chaque année aux entreprises, de mettre en place un moratoire sur les licenciements et d'intervenir sur des dossiers très concrets à commencer par celui d'Arcelor Mittal, de Vencorex et de la filière automobile.

Rien non plus sur les salaires ni sur les services publics alors que les salaires en France n'ont toujours pas retrouvé leur niveau de 2020.

### **Retraites : pourquoi avoir peur de la démocratie ?**

Alors que le Président de la République a lui-même avancé l'idée d'organiser plusieurs référendums, il a refusé de le faire sur la réforme des retraites, alors que c'est ce que souhaitent 2/3 des Français-es. Il a refusé de façon dogmatique toutes les propositions de financement formulées par la CGT, des cotisations sociales à l'égalité salariale en passant par la mise à contribution du capital. A contrario, Emmanuel Macron remet en cause notre modèle de protection sociale solidaire en proposant de la financée par la consommation plutôt que par le travail, attaquant ainsi le principe de la cotisation, le salaire socialisé, et les droits collectifs.

En valorisant un prétendu rejet du salariat par les jeunes et les seniors, il cherche à légitimer la précarisation des parcours professionnels et la remise en cause des droits collectifs.

# RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Encore une fois, Emmanuel Macron s'est enfermé dans le déni, essayant de vendre à nouveau une réforme combattue et refusée par une large majorité de salarié-es.

Un non-événement malheureusement et un nouveau rendez-vous manqué avec le monde du travail. L'événement de la journée du 13 mai est donc finalement la victoire des femmes de chambre de l'hôtel Campanile de Suresnes, qui, après 9 mois de grève ont réussi à arracher le droit au passage à temps plein, un chantier d'amélioration des conditions de travail et des mesures de formation. **Une très belle victoire qui démontre à quel point se syndiquer et lutter peut changer la donne.**

**La CGT appelle les salarié-es à se mobiliser le 5 juin prochain pour exiger l'abrogation de la réforme des retraites, la défense des services publics et de l'emploi et l'augmentation des salaires.**

Montreuil, le 14 mai 2025